



Lettre d'information n°86- Mars 2022

Cette lettre vous est proposée par INTERSUD, AFRECO et G2C et sera diffusée à leurs fidèles clients

Conflit ukrainien : quelles conséquences pour les entreprises françaises ?

Alors que le ministre de l'économie Bruno Lemaire a assuré vouloir « livrer une guerre économique et financière totale à la Russie » -terme qu'il a néanmoins amendé quelques heures plus tard-, le conflit affecte également les entreprises françaises. A plusieurs titres.

3,5%

Telle est la part de marché de la France sur le marché russe. La France est le 6^e plus gros fournisseur de la Russie, même si cette dernière n'est que son 18^e client : le pays pèse pour 1,5% des exportations hexagonales. Les principaux postes d'exportation de la France vers la Russie sont le matériel de transport (24,3%), les cosmétiques, parfums et produits chimique (21,4%), suivis des machines industrielles et agricoles (10,7%).

160 000 emplois

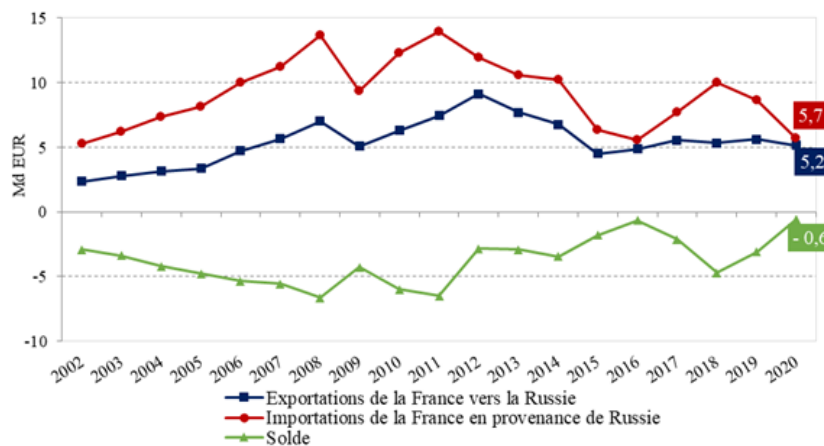
De nombreuses entreprises françaises sont établies en Russie, faisant de la France le 2^e investisseur étranger direct dans le pays en 2020 avec un peu plus d'un milliard d'euros investis dans l'année. Le stock des investissements directs hexagonaux atteint environ 19 milliards d'euros.

L'hexagone est même le 1^{er} employeur étranger. En effet, 160 000 personnes travaillent pour quelque 500 filiales d'entreprises françaises, dont 35 appartenant au CAC 40. Total Energies est bien entendu l'un des plus gros investisseur, notamment dans le projet de gaz naturel liquéfié arctique Yamal. Du reste, plus de la moitié du stock des investissements étrangers en Russie concerne les industries extractives. Mais les transports -et notamment Renault-, ainsi que l'industrie de grande consommation sont également actifs, à l'image de Danone qui a racheté l'entreprise de collecte laitière Milko. Le secteur bancaire est aussi bien implanté : la Société générale possède Rosbank, l'une des principales banques privées russes. L'exposition totale du groupe à la Russie représenterait 18 milliards d'euros. L'agroalimentaire, la finance, la distribution, l'énergie, l'automobile, la construction et les services urbains, les transports, l'aéronautique-spatial et la pharmacie, sont les secteurs les plus représentés dans le pays, précise l'administration du Trésor.

17%

S'il s'est réduit en 2020, la France affiche un déficit commercial structurel vis-à-vis de la Russie (556 millions d'euros en 2020, 3,1 milliards en 2019). Et ce, en raison du poids des hydrocarbures dans les échanges. Ils représentent plus des trois quarts des importations ! En 2020, les produits pétroliers raffinés et le coke pesaient pour 45% des achats français, tandis que les hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives en représentaient 32,1%. L'hexagone est cependant moins dépendant des hydrocarbures russes que d'autres pays européens, et notamment l'Allemagne. Le gaz russe représente 17% des approvisionnements en gaz, et le pétrole russe un peu moins de 13% des achats d'or noir de l'hexagone.

Échanges de biens entre la France et la Russie



Source : Trésor

Swift

Les sanctions économiques contre la Russie vont bien évidemment affecter les entreprises impliquées dans les relations économiques franco-russes. Les flux d'exportations risquent de diminuer très sensiblement, d'autant que la perte de valeur du rouble va affecter le pouvoir d'achat des Russes. Se pose également la question de la capacité à payer des importateurs russes. La déconnexion de certaines banques russes du système de paiement international Swift va les empêcher de réaliser des transactions internationales. Elle peut aussi affecter les exportations d'hydrocarbures russes, même si les institutions financières concernées sont épargnées par la sanction. Pour les entreprises concernées, il va falloir rapidement reconstruire de nouveaux schémas d'approvisionnement ou de vente.

La déconnexion de Swift de 7 banques russes peut aussi complexifier le rapatriement des revenus des entreprises installées en Russie. Celles-ci peuvent en outre craindre une nationalisation de la part de l'Etat russe, une hypothèse qui n'est pas du tout exclue par les observateurs, notamment dans les domaines les plus critiques.

Inflation

Même si, pour l'instant, les hydrocarbures russes, et tout particulièrement le gaz, continuent à alimenter l'Europe, la crise a d'ores et déjà déstabilisé un marché énergétique déjà très haussier depuis plusieurs mois. Le risque d'une accentuation de la flambée des prix est bien réel. L'inflation -et les pénuries- qui affectent de nombreuses matières premières et produits semi-finis pourraient également s'accroître.

Tourisme

Par ricochet, le conflit risque d'affecter le secteur touristique, déjà mis à mal par la crise sanitaire. Si les flux de touristes russes et ukrainiens vont se tarir, les interdictions de survol de l'espace russe vont contraindre les compagnies occidentales à dérouter les avions desservant, notamment, l'Asie. Avec, à la clé, des vols allongés et des coûts de carburant encore alourdis. Le comité régional du tourisme francilien a du reste alerté, dès le 1er mars, sur les incertitudes supplémentaires que le conflit faisait peser sur la reprise de l'activité : le tourisme n'aime pas la guerre !

Un risque géopolitique à anticiper

Cette crise le démontre : le risque climatique tout comme le risque géopolitique constituent des risques majeurs pour l'économie. Pour le credit manager, il est donc plus que jamais primordial de cartographier précisément l'exposition des partenaires de l'entreprises, fournisseurs ou clients. Une tâche que les équipes d'Intersud, Afreco et G2C peuvent contribuer à alléger.

Intersud



04 91 19 02 00

Afreco



04 78 53 12 99

G2C



04 72 88 69 00